



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

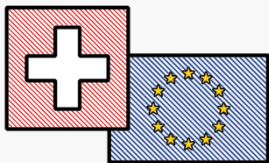
Relations Suisse-Europe: le **Conseil fédéral** relève le défi !



Ignazio Cassis
Conseiller fédéral



SOMMAIRE



1. Enjeux
2. Accord cadre
3. Consultations
4. Besoin de clarification



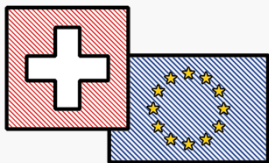
Berne, 7 décembre 2018



Berne, 7 juin 2019



SOMMAIRE

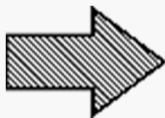
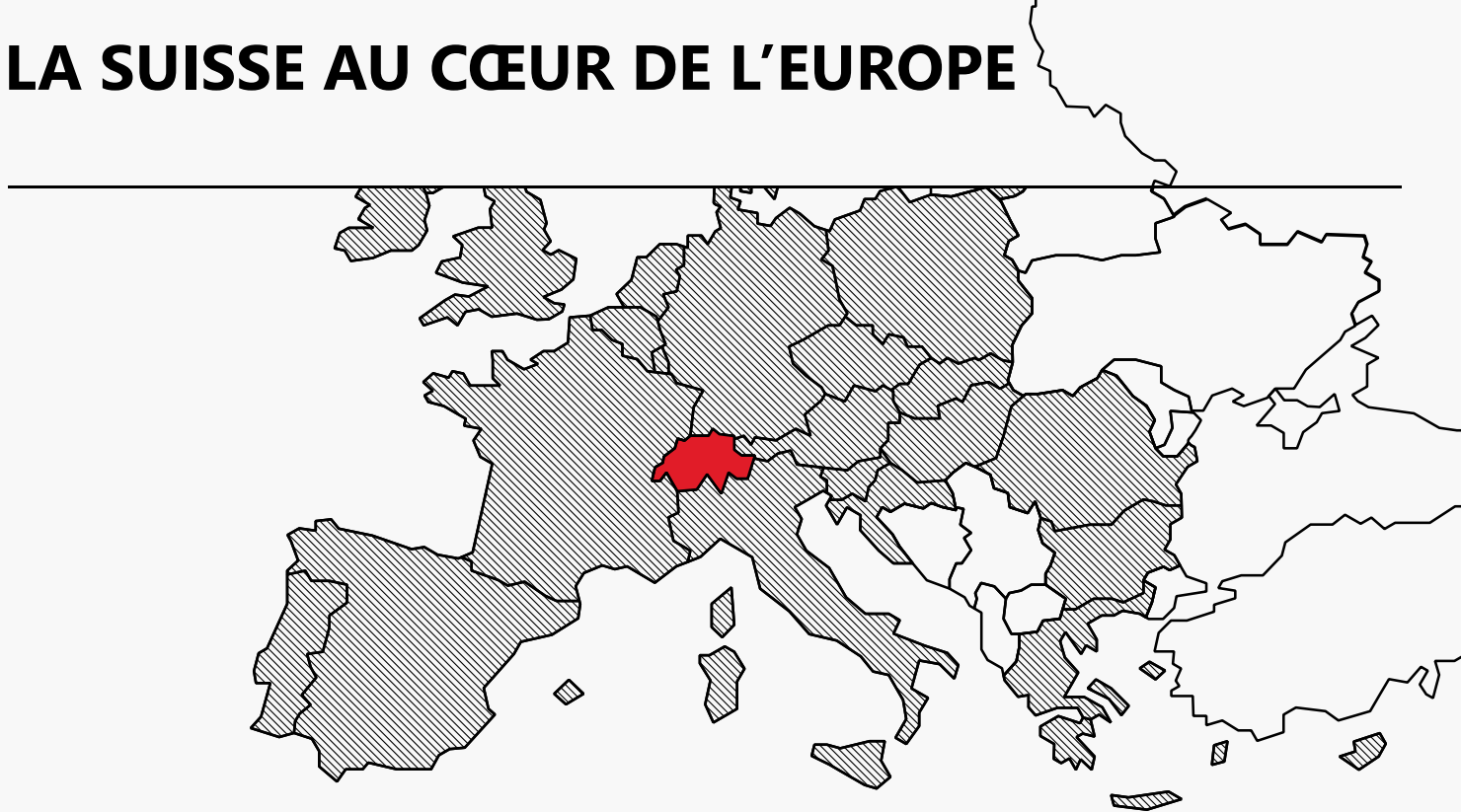


1. Enjeux
2. Accord cadre
3. Consultations
4. Besoin de clarification



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

LA SUISSE AU CŒUR DE L'EUROPE



**L'accord institutionnel doit permettre de consolider
et de développer l'accès au marché intérieur de l'UE**



ECHANGES...

1 500 000

emplois dépendent des exportations suisses vers l'UE.

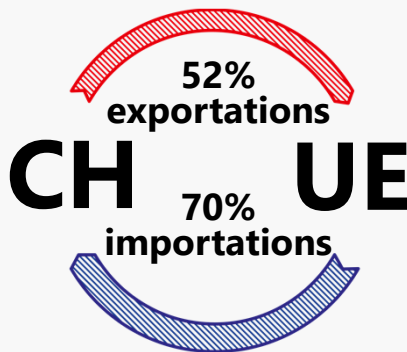
TOP 3

La Suisse compte parmi les trois principaux partenaires commerciaux de l'UE, aux côtés des États-Unis et de la Chine.



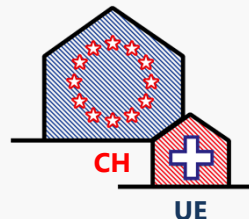
1/3

La Suisse gagne un franc sur trois grâce à ses échanges avec l'UE.



MOBILITÉ

450 000 Suisses vivent dans l'UE et environ 1,4 million de ressortissants de l'UE vivent en Suisse.



315 000 frontaliers se rendent chaque jour en Suisse pour y travailler.



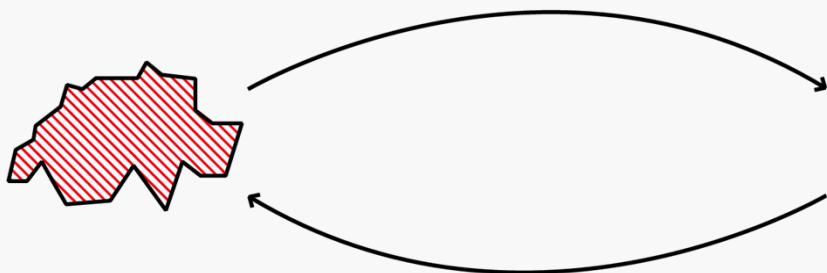


... ÉCONOMIQUES

1 milliard CHF / jour



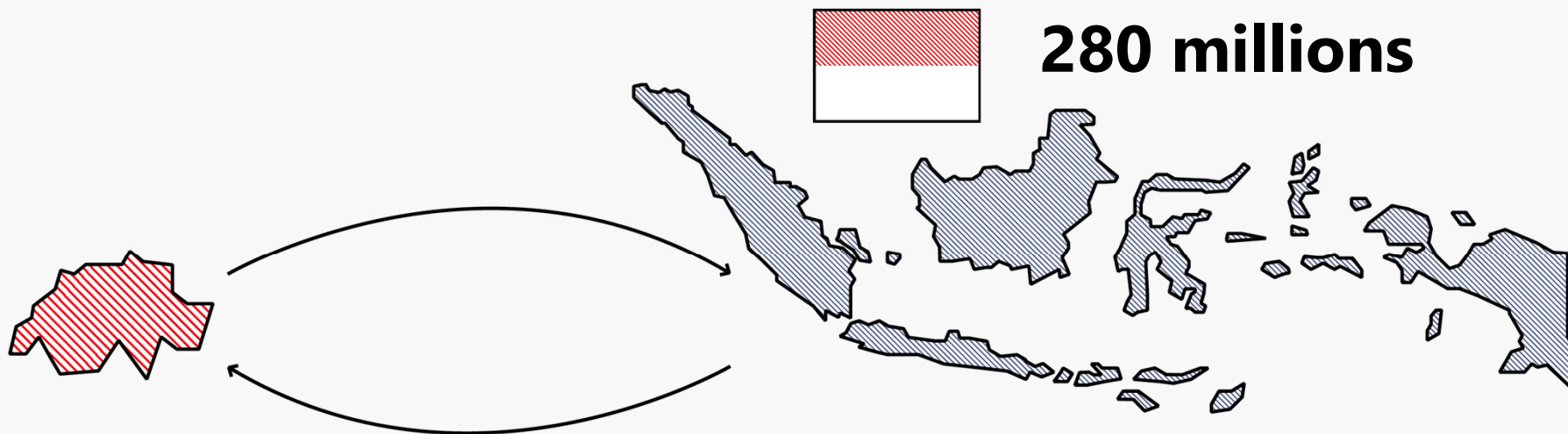
500 millions





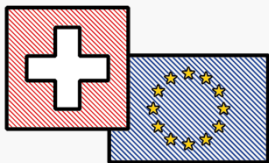
ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'INDONÉSIE

1 milliard CHF / année





SOMMAIRE



1. Enjeux
2. Accord cadre
3. Consultations
4. Besoin de clarification



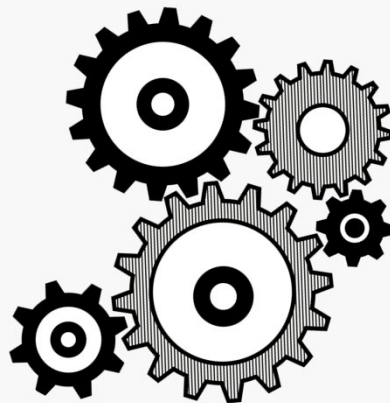
POURQUOI UN ACCORD INSTITUTIONNEL?

Noyau de l'accord = les mécanismes institutionnels

- Actualisation dynamique des accords d'accès au marché aux développements du droit de l'UE
- Application et interprétation uniformes
- Possibilité de faire valoir ses droits dans le cadre de la procédure de règlement des différends

Objectifs:

- sécurité juridique et prévisibilité
- protection contre les discriminations
- élargissement de l'accès au marché intérieur de l'UE
- concurrence loyale





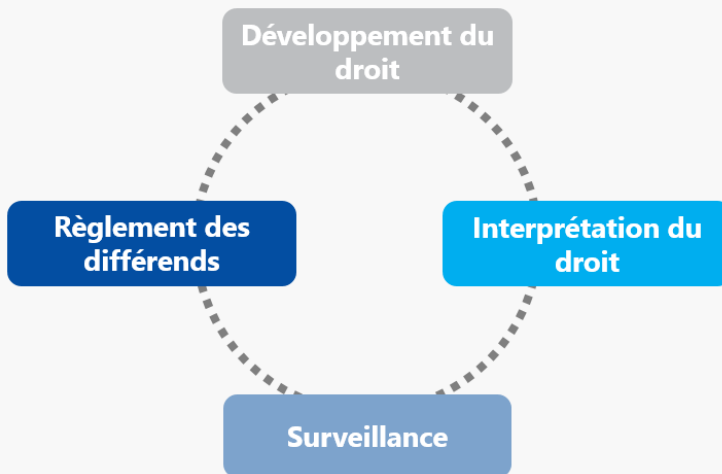
MÉCANISMES INSTITUTIONNELS

Développement du droit

Adaptation des accords d'accès au marché concernés aux développements du droit de l'UE pertinents: dynamique (pas automatique): **autonome**

Règlement des différends

Régler les différends entre la Suisse et l'UE par un tribunal arbitral paritaire **commun**



Interprétation du droit

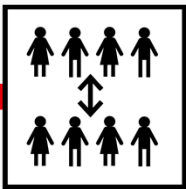
Assurer une interprétation homogène des accords bilatéraux: **autonome**

Surveillance

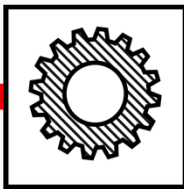
Surveillance du respect des accords bilatéraux: **autonome**



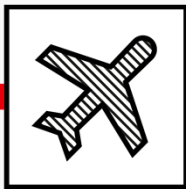
CHAMP D'APPLICATION



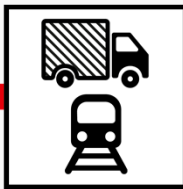
LIBRE
CIRCULATION DES
PERSONNES



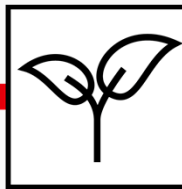
CONFORMITÉ DES
PRODUITS INDUSTRIELS



TRANSPORT AÉRIEN



TRANSPORT DE
MARCHANDISES PAR
RAIL ET PAR ROUTE

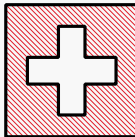


AGRICULTURE

**ACCORD-CADRE
INSTITUTIONNEL**



ÉLECTRICITÉ





EXCEPTIONS AU DEVELOPPEMENT DU DROIT



transports
terrestres



agriculture

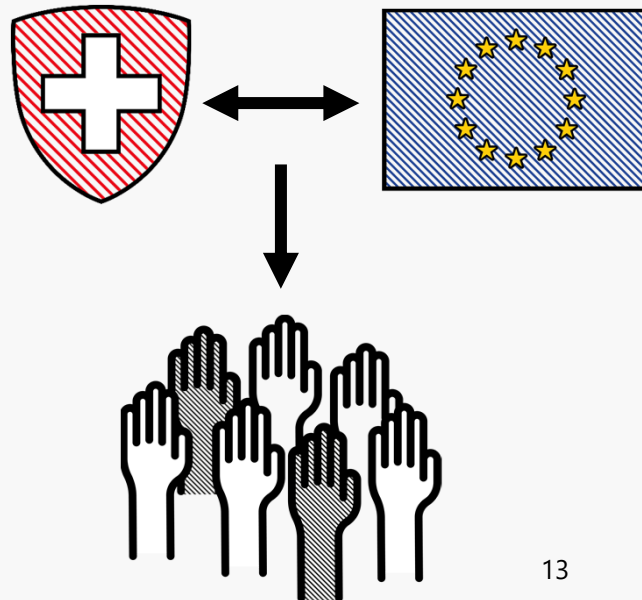


non-exportation de
certaines prestations
des assurances sociales



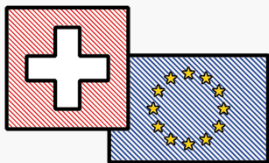
MEILLEURE INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AVEC LA PLUS GRANDE INDÉPENDANCE POLITIQUE POSSIBLE

- Droit de participer à l'élaboration du droit de l'UE pertinent (*decision shaping*)
- Pas de reprise automatique du droit
- En cas de reprise
→ Délai de 2 à 3 ans
- Possibilité de ne pas reprendre...
- ...alors mesures de compensation
→ proportionnelles
- Exceptions garanties
- Champ d'application limité





SOMMAIRE



1. Enjeux
2. Accord cadre
3. Consultations
4. Besoin de clarification



Séance du Conseil fédéral du 7.12.2018

- Après 4,5 ans **pour la première fois** un texte!
- Le résultat des négociations correspond dans une large mesure aux intérêts de la Suisse
- Lancement d'une large consultation

Politique européenne - Le Conseil fédéral décide de lancer des consultations sur le texte de l'accord institutionnel

Berne, 07.12.2018 - Lors de sa séance du 7 décembre 2018, le Conseil fédéral a pris connaissance du résultat actuel des négociations concernant l'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne. Il a également pris connaissance du fait que l'UE considère que les négociations sont closes. Le Conseil fédéral estime que le résultat des négociations correspond dans une large mesure aux intérêts de la Suisse et au mandat de négociation. En raison des points à régler concernant les mesures d'accompagnement et de la directive relative au droit des citoyens de l'Union, il renonce néanmoins, pour l'instant, à parapher ce texte. Il mènera des consultations sur le projet de texte pour définir une position consolidée concernant les points en suspens et rechercher à nouveau, le cas échéant, le dialogue avec l'UE. Le Conseil fédéral étudiera l'état des consultations au printemps 2019.





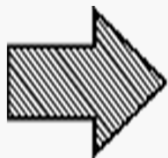
BUT DES CONSULTATIONS

Discussions interactives avec les **principaux acteurs suisses**

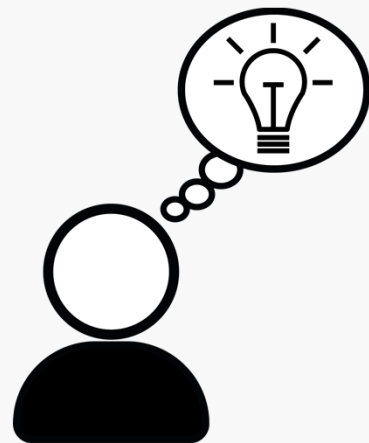
(Cantons, partis, partenaires sociaux, économie, science, Parlement).

Recueillir les opinions sur les **points principaux et les points contestés**:

- Niveau suisse de protection salariale (mesures d'accompagnement)
- Directive relative au droit des citoyens de l'Union
- Aides d'État
- Procédure de règlement des différends
- Reprise dynamique du droit
- Clause de dénonciation
- ...



Analyse approfondie → décision



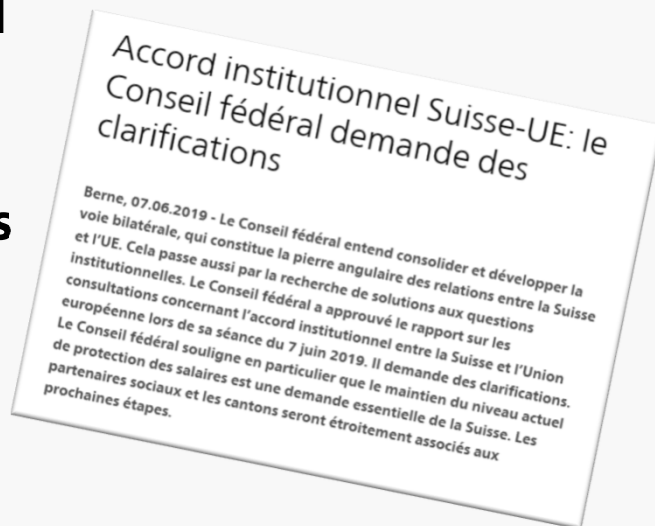


Séance du CF du 7.06.2019

- CF réaffirme volonté de consolider et développer voie bilatérale !
- Accord institutionnel OK mais réserves dans trois domaines: protection salaires, UBRL, aides d'Etat
- Maintien protection salaires: demande essentielle CH

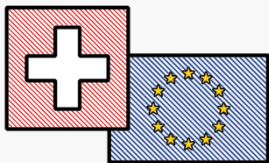


1. Clarifications dans 3 domaines
2. Avec partenaires sociaux et cantons





SOMMAIRE



1. Enjeux
2. Accord cadre
3. Consultations
4. **Besoin de clarification**



CORRESPONDANCE



🇪🇺 🇨🇭 @EU_Commission reaction to announcement of Swiss Federal Council on Institutional Framework Agreement: This appears to be an overall positive development. The European Commission will study the letter carefully and we will reply in due course.

Tweet übersetzen

15:28 · 07.06.19 · Twitter



🇪🇺 🇨🇭 Präsident der @EU_Commission @JunckerEU antwortet auf den Brief des 🇨🇭 Bundesrates: "Ich möchte dies als einen positiven Schritt sehen, der uns erlauben würde diesen wichtigen Rahmenvertrag sobald wie möglich gemeinsam zu unterzeichnen."

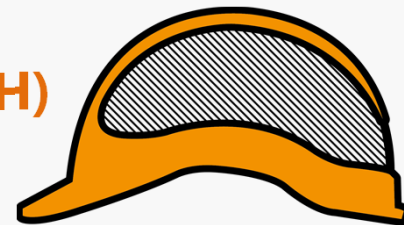
europa.eu/lgC99fD

15:03 · 11.06.19 · Twitter for iPhone



BESOIN DE CLARIFICATION 1: PROTECTION DES SALAIRES

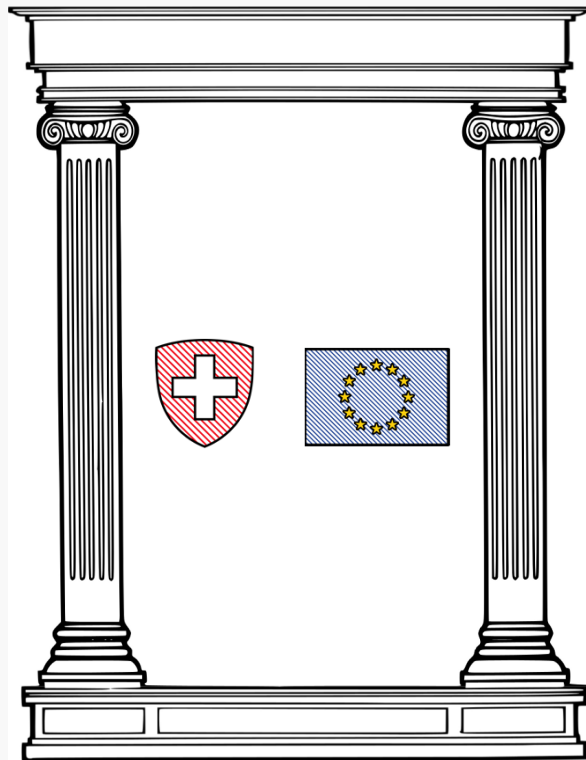
- Aujourd'hui: ALCP contient directives sur les détachés
- Avec accord cadre, CH demande d'apporter une sécurité juridique sur le niveau actuel de protection des salaires en CH
- **Offre UE**
 - **Directive sur les détachés 2.0 + directive d'exécution**
 - **Exceptions: délai d'annonce; dépôt d'une garantie financière; documentation (proportionnalité)**
 - **Exécution et contrôles toujours effectués de manière autonome par les partenaires sociaux (CH)**





BESOIN DE CLARIFICATION 2: AIDES D'ETAT

- Dispositions matérielles: principes pas directement applicables (à l'exception du domaine du transport aérien)
- Surveillance: modèle à deux piliers (voulu par la Suisse)
- **CH ne veut pas d'effets horizontaux, en particulier sur ALE 1972**





BESOIN DE CLARIFICATION 3: DIRECTIVE RELATIVE AU DROIT DES CITOYENS DE L'UNION

- Directive pas mentionné dans l'accord cadre
- Position CH: directive pas pertinente pour l'ALCP, du moins en partie (extension des droits à l'aide sociale, conditions plus strictes pour l'expulsion et droit au séjour permanent à partir de 5 ans de séjour).
- **Lettre à l'UE :**
CH précise qu'aucune disposition de l'accord ne pourra être interprétée comme une obligation pour la CH de reprendre la directive; éventuelle reprise seulement par le biais de négociations



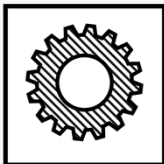


PAS D'ENTENTE

POSSIBLES CONSÉQUENCES



LIBRE CIRCULATION
DES PERSONNES



CONFORMITÉ DES
PRODUITS
INDUSTRIELS



TRANSPORT AÉRIEN



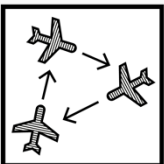
TRANSPORT DE
MARCHANDISES PAR
RAIL ET PAR ROUTE



AGRICULTURE



ÉLECTRICITÉ



DROIT DE CABOTAGE
DANS LE TRANSPORT
AÉRIEN



ERA



GALILEO+



SANTÉ PUBLIQUE



SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE



MÉDIAS ET
CULTURE



ÉQUIVALENCES



RECHERCHE





ET MAINTENANT...

***A condition de trouver une solution mutuellement
satisfaisante, le CF est prêt à signer
l'accord et à le soumettre au Parlement.***





LA VOIE SUISSE EN EUROPE



«Schweizergeschichte [...] ist die Geschichte eines Raumes, der sich im **Austausch** und in **steter Auseinandersetzung** mit seinem räumlichen Umfeld nach und nach als Staat territorial abgrenzte und sich seiner **besonderen Identität** sowie seiner engen Grenzen bewusst wurde.

Warum es die Schweiz gibt und wie sie zu dem wurde, was sie ist, erschliesst sich nur, wenn die Beziehungen dieses Raums zum weiteren Umfeld in Betracht gezogen werden»

André Holenstein, 2014